

Motion d'ajournement

énergétique, avec les premiers ministres des provinces et des personnes à qui ce programme a causé un préjudice. J'ai vu ce dont le gouvernement actuel n'ose pas parler. Les petites villes si durement éprouvées, les centres commerciaux où les vitrines de magasins vides sont placardées d'affiches «à louer», les hôtels aux volets fermés, aux portes et fenêtres barricadées de planches ou mis sous séquestre; tout cela parce que le boom énergétique a été étouffé principalement par le gouvernement libéral au pouvoir au moment où il fallait tenir compte d'autres forces adverses. J'ai parlé déjà à la Chambre des problèmes contre lesquels se débattent des villes comme Grande-Prairie, en Alberta, l'une des localités le plus durement frappées par le PEN étant donné que toute son activité était concentrée sur les services au secteur de la prospection pétrolière. Le déplacement de la prospection vers les terres du Canada sous la domination d'Ottawa qui en est résulté, la majoration écrasante des impôts, qui a pratiquement annulé la marge brute d'autofinancement de l'industrie et la demande décroissante d'essence aux États-Unis ont porté un coup dévastateur à la localité et à l'industrie.

Je suis allée à Grande-Prairie en octobre dernier ouvrir de nouvelles installations gazières qui ont créé 100 années-personnes d'emploi en Alberta pendant la construction et 20 emplois à plein temps dans la localité. Le plus triste, c'est que j'ai ouvert la valve après avoir prononcé quelques mots de félicitations et pas un pied cube de gaz n'a été libéré. A quelques mètres en aval de la valve à contrôle automatique que j'avais ouverte, une énorme vanne était fermée. Pourquoi? A cause de la politique du gouvernement touchant le gaz naturel. Il n'y a pas de débouché pour le gaz. J'ai vu une usine de 35 millions de dollars être mise en réserve avant même d'être officiellement ouverte, à cause de la politique énergétique nationale du gouvernement, qui promettait justice, autarcie et canadienisation. Il a eu beau le promettre, et le ministre de l'Énergie a beau prétendre qu'il a tenu promesse, les conséquences pour Grande-Prairie n'en ont pas moins été une baisse terrible de 25 p. 100 du prix des maisons et une réserve de trois ans de bureaux et d'entrepôts inutilisés.

J'ai tenté d'exposer aujourd'hui quelques-unes des objections de mon parti à la politique énergétique nationale, ce que nous ferons tout au long du débat. J'ai pensé qu'il était temps de dénoncer les fausses interprétations que le ministre de l'Énergie a données dans l'attaque insidieuse qu'il a lancée contre le chef de l'opposition. Les statistiques mises à part, le gouvernement et les Canadiens ne peuvent faire semblant d'ignorer que cette politique a causé d'affreux ravages dans le pays. Pour reprendre les paroles du chef de notre parti, il est temps que la politique énergétique soit arrêtée à la suite d'un consensus obtenu autour d'une table au lieu d'être imposée en créant un goufre de confrontation.

LA MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

Le président suppléant (M. Guilbault): A l'ordre, je vous prie. En conformité de l'article 45 du Règlement, je dois informer la Chambre des questions qui seront soulevées ce soir au moment de l'ajournement: le député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn)—Les finances. a) Le programme d'initiatives

spéciales pour emploi—La répartition des fonds. b) La consultation des députés; le député de Halifax-Ouest (M. Crosby)—Les relations ouvrières—Le conflit d'Eastern Provincial Airways—La mise en œuvre de la décision du Conseil canadien des relations du travail. b) On demande au ministre d'intervenir; et le député de York-Sunbury (M. Howie)—Les finances—Les déficits auxquels font face les provinces de l'Atlantique. b) On demande au ministre de lancer un nouveau programme de subventions.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LES REVENUS PÉTROLIERS

MESURE MODIFICATIVE

La Chambre reprend l'étude du projet de loi C-14, tendant à modifier la loi sur la taxe d'accise et la loi sur l'accise et à prévoir un impôt sur les revenus pétroliers.

Le président suppléant (M. Guilbault): La parole est au député de Comox-Powell River (M. Skelly).

Des voix: Bravo!

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, en dépit de l'enthousiasme et des chaleureux applaudissements des députés d'en face, je voudrais commencer par faire quelques observations sur le projet de loi dont nous sommes saisis cet après-midi. Je crois que cette mesure législative constitue l'une des nombreuses preuves que la politique énergétique nationale que le gouvernement a établie en 1980 a échoué. Et nous voici dans la situation stupéfiante où le gouvernement ne cesse de proposer des changements de politique et de présenter des projets de loi comme celui-ci pour les mettre en vigueur.

Malheureusement, au lieu de reconnaître que le Programme énergétique national est dans l'ensemble un échec, le gouvernement préfère en altérer plus ou moins divers éléments et y apporter des modifications au moyen du projet de loi dont nous sommes saisis aujourd'hui et des dispositions qu'il contient, sans songer à élaborer une politique cohérente qui soit adaptée à la situation actuelle et à celle qui existera dans un proche avenir. Il semblerait que les hypothèses sur lesquelles le Programme énergétique national a été fondé se sont écroulées, qu'elles ne sont plus valables et que les mesures qui en découlent sont forcément inopportunes.

Voici le conseil que nous donnons au gouvernement. Il est temps de se concerter. Le porte-parole de l'opposition officielle a commencé à examiner, en vue d'un consensus, certains des graves problèmes qui nous assaillent tous. Il nous faut prévoir des mesures mieux appropriées à ce qui nous attend à l'avenir. L'impôt sur les revenus pétroliers fait, bien sûr, partie d'une telle politique. On s'attendait certes à ce que les prix augmentent et qu'on trouve de meilleurs débouchés pour la production énergétique canadienne, ce qui aurait apporté plus de recettes, mais ce n'est pas ce qui est arrivé. Je suis prêt à affirmer que de nombreuses petites entreprises canadiennes ont beaucoup souffert des initiatives prises par le gouvernement du Canada.